



CCI ÎLE DE LA RÉUNION

ACCORD-CADRE

MARCHÉ PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)

Personne publique

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE LA REUNION

5 B, rue de Paris – CS 31023

97404 ST-DENIS CEDEX

Tél : 02 62 94 22 00

N° 6225SGTR02

Objet de la consultation :

**Accord-cadre de prestations de consultations
juridiques hors contentieux de la CCI Réunion**

SOMMAIRE

Table des matières

Article 1 – Objet du marché	3
1.1. Identification des parties	3
1.2. Description de la prestation	3
1.3. Respect de la réglementation sur l'exercice de la consultation juridique	3
1.4. Respect du secret professionnel	3
1.5. Lieu d'exécution des prestations	4
1.6. CCAG applicable	4
1.7. Caractéristiques principales du marché	4
1.8. Suivi de la prestation	4
1.9. Financement de la prestation	4
1.10. Allotissement et structure de la consultation	4
1.11. Réalisation de prestations similaires	5
Article 2 – Pièces contractuelles et ordre de priorité	5
Article 3 – Modalités administratives	5
3.1. Durée du marché	5
3.2. Conditions d'attribution des marchés à bons de commandes	5
3.3. Délais d'exécution	5
3.4. Conditions d'exécution des prestations	5
3.5. Constatation de l'exécution des prestations	6
Article 4 – Modalités financières	6
4.1. Prix	6
4.2. Garanties financières	6
4.3. Avances	6
4.4. Acomptes	6
4.5. Présentation des demandes de paiement	6
4.6. Délai global de paiement	7
4.7. Paiement des cotraitants	7
4.8. Paiement des sous-traitants	7
Article 5 – Pénalités	7
Article 6 – Assurances	7
Article 7 – Résiliation du contrat	7
7.1. Conditions de résiliation de l'accord-cadre	7
7.2. Résiliation pour motif d'intérêt général	7
7.3. Résiliation pour faute	7
7.4. Résiliation pour événements extérieurs au marché	8
Article 8 – Confidentialité, protection des données à caractère personnel et mesures de sécurité	8
Article 9 – Règlement des litiges	8
Article 10 – Dérogations	9

Article 1 – Objet du marché

1.1. Identification des parties

L'acheteur est la **Chambre de Commerce et d'Industrie de La Réunion**

5 B rue de Paris – CS 31023

97404 Saint Denis Cedex

Téléphone : 02 62 94 20 00

Site : <https://reunion.cci.fr>

Mail : sg.dir@reunion.cci.fr

La personne en charge du dossier est : **Madame Corinne MANEROUCK Directrice déléguée aux Affaires Juridiques et Assurances.**

1.2. Description de la prestation

La présente consultation concerne des **Prestations de consultations juridiques hors contentieux et précontentieux** durant la période de 2025 à 2028. **Ce marché est réservé à la profession d'Avocat.**

La mission de consultation juridique dans le cadre de l'activité de la CCI Réunion consiste en :

- La délivrance de tous types de conseils et de consultations juridiques ;
- La rédaction de courriers, d'actes ou de documents divers ;
- Les avis juridiques sur des projets d'actes ;
- Les modes alternatifs de règlements des conflits ;
- Les montages contractuels complexes (montages d'opérations immobilières spécifiques etc.)
- L'assistance et/ou la participation aux réunions de travail ou de négociation en lien avec les dossiers juridiques ;
- La participation à des réunions de travail ou des réunions avec des tiers sans que cette liste soit exhaustive ;
- etc.

Elle comprend toutes les obligations que l'usage et la déontologie impliquent et dont découlent les prestations.

Le périmètre comprend les domaines suivants :

- **Droit public** (notamment responsabilité administrative, fonctionnement institutionnel, marchés publics, etc..) ;
- **Droit de l'immobilier** (notamment gestion immobilière, transactions, montages d'opérations immobilières spécifiques) ;
- **Droit de l'urbanisme** ;
- **Droit de l'environnement** (notamment protection de l'environnement et développement durable) ;
- **Droit pénal** y compris procédure pénale ;
- **Droit social** (public et privé) ;
- **Droit fiscal** (notamment droit fiscal immobilier).
- **Droit de la propriété intellectuelle et Règlement sur la protection des données ;**
- **Droit des Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication.**

1.3. Respect de la réglementation sur l'exercice de la consultation juridique

Le titulaire du présent marché s'engage à se conformer strictement à la réglementation applicable à l'exercice de la consultation juridique, telle que prévue par les articles 54 et 56 de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques.

Toute sous-traitance ou exécution par une personne non autorisée à exercer des prestations de consultations juridiques et de rédaction d'actes sous seing privé pour autrui, est interdite dans le cadre du présent marché.

1.4. Respect du secret professionnel

Le titulaire s'engage à respecter pleinement le secret professionnel, conformément à l'article 66-5 de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971, lequel dispose qu'en toutes matières, que ce soit dans le domaine du conseil

ou de la défense, les consultations adressées par un avocat à son client ou destinées à celui-ci, les correspondances échangées entre le client et son avocat, entre l'avocat et ses confrères à l'exception de celles portant la mention « officielle », les notes d'entretien et, plus généralement, toutes les pièces du dossier sont couvertes par le secret professionnel.

Le titulaire veille à ce que cette obligation soit également respectée par l'ensemble de ses collaborateurs ou sous-traitants intervenant, le cas échéant, dans l'exécution du présent marché. Toute violation du secret professionnel sera considérée comme un manquement grave, susceptible d'entraîner la résiliation du présent marché et l'engagement de la responsabilité du titulaire.

1.5. Lieu d'exécution des prestations

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE LA REUNION
5 B rue de Paris - CS 31023
97404 Saint Denis Cedex

1.6. CCAG applicable

Pour les marchés de prestations intellectuelles, le CCAG-PI (prestations intellectuelles) dans sa version du 30 mars 2021 est le texte de référence, dont les stipulations s'appliquent par défaut, sauf dérogations précisées dans le CCAP.

1.7. Caractéristiques principales du marché

Le marché est de type :

- Procédure adaptée : Articles L2123-1 et R2123-1 du code de la commande publique ;
- Accord-cadre à bons de commandes : Articles R2162-13 et 14 du code de la commande publique ;
- Mono-attributaire par lot : Article R2162-9 du code de la commande publique ;
- Allotissement : 6 lots – Article R2113-1 à 3 du code de la commande publique ;
- Avec maximum : 140 000 € pour l'ensemble des lots - Article R2162-4 du code de la commande publique ;
- Les commandes seront émises au fur et à mesure des besoins et seront réalisées par bons de commande.

Les candidats peuvent répondre à un ou plusieurs lots.

Variante : Les variantes à l'initiative des candidats ne sont pas autorisées.

Option : Il n'y a pas d'option.

Langue de rédaction des propositions : en langue française.

Unité monétaire :

Les candidats sont informés que le pouvoir adjudicateur conclura le marché dans l'unité monétaire suivante : euro (€).

1.8. Suivi de la prestation

Les bons de commandes seront suivis par la **Direction des affaires juridiques** de la CCI Réunion, ils peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché.

1.9. Financement de la prestation

Les bons de commande seront financés sur les fonds propres de la CCI Réunion ou autres financements.

1.10. Allotissement et structure de la consultation

Les prestations sont réparties en 6 lot(s) :

N°	Matières	Montant maximum par lot sur 36 mois
Lot 1	Droit public	20000 €
Lot 2	Droit de l'immobilier / Droit de l'urbanisme / Droit de l'environnement	35000 €
Lot 3	Droit pénal	20000 €
Lot 4	Droit social	25000 €
Lot 5	Droit fiscal	20000 €
Lot 6	Droit de la propriété intellectuelle / RGPD / Droit des Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication	20000 €

Chacun des lots fera l'objet d'un accord-cadre et sera attribué à 1 cabinet.

Seuls les lettres de commande ou signés par le représentant du pouvoir adjudicateur peuvent être honorés par le ou les titulaires.

1.11. Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur pourra confier au titulaire de l'accord-cadre, en application des Articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux accords-cadres ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

Article 2 – Pièces contractuelles et ordre de priorité

Les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement et le bordereau de prix ;
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses éventuelles annexes ;
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG).

Article 3 – Modalités administratives

3.1. Durée du marché

La durée de cet accord-cadre est de 3 ans (36 mois) à compter de sa date de notification.

Le marché est d'une durée d'un an (12 mois) renouvelable 2 fois sans dépasser 36 mois, par tacite reconduction, sauf de résiliation prévue à l'article 7 du CCAP.

3.2. Conditions d'attribution des marchés à bons de commandes

Les bons de commandes seront notifiés par le pouvoir adjudicateur.

Les titulaires se verront attribuer les bons de commandes dans les conditions suivantes :

Les mentions devant figurer sur chaque lettre de mission sont les suivantes :

- Le nom ou la raison sociale du titulaire.
- La date et le numéro du marché ;
- La date et le numéro ;
- Les délais de livraison (date de début et de fin) ;
- Le montant ;
- La nature/dossier et la description des prestations à réaliser.

3.3. Délais d'exécution

Les délais d'exécution ou de livraison des prestations sont fixés à chaque lettre de mission conformément aux stipulations des pièces de l'accord-cadre.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-PI.

3.4. Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat.

L'accord-cadre s'exécute au moyen de bons de commandes.

3.5. Constatation de l'exécution des prestations

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples seront effectuées au moment de l'exécution du service (examen sommaire) conformément à l'article 28.1 du CCAG-PI.

Article 4 – Modalités financières

4.1 Prix

Caractéristiques des prix pratiqués : les prestations sont réglées par des prix fermes et forfaitaires selon le BPU.

4.2. Garanties financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

4.3. Avances

L'option A décrite dans l'article 11.1. du CCAG s'applique.

4.3.1. Une avance est accordée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 15 % du montant du bon de commande si la durée de son exécution est inférieure ou égale à douze mois.

Si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 15 % d'une somme égale à douze fois le montant du bon de commande divisé par cette durée exprimée en mois.

Ce taux est fixé à 25% lorsque le titulaire du marché public est une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13 du Code de la commande publique.

4.3.2. Le remboursement de l'avance s'impute par précompte sur les sommes dues au titulaire et débute quand le montant des prestations exécutées atteint 65 % du montant toutes taxes comprises du marché. Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

4.3.3. Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire de l'accord-cadre, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

4.4. Acomptes

Les modalités de règlement des acomptes sont définies dans les conditions de l'article 11.2 du CCAG-PI.

La périodicité du versement des acomptes est fixée au maximum à trois mois.

Ce délai peut être ramené à un mois pour les titulaires entrant dans la catégorie des petites et moyennes entreprise (PME), à condition qu'ils en fassent la demande expresse.

Le montant d'un acompte ne peut excéder la valeur des prestations auxquelles il se rapporte.

4.5. Présentation des demandes de paiement

La facturation électronique est obligatoire depuis le 1^{er} janvier 2020 (article L. 2192-1 du Code de la Commande Publique).

Cette obligation suppose que l'ensemble des demandes de paiement soient transmises de manière dématérialisée sur le portail public de facturation, désigné sous le nom de **Chorus PRO**.

Il s'agit d'une solution mutualisée, mise à disposition par l'Etat et qui permet le dépôt, la réception et la transmission des factures sous forme électronique.

Conformément à la réglementation en vigueur, les factures sont déposées sur la plateforme de l'Etat « Chorus PRO » : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr>.

Les factures et pièces complémentaires sont à déposer avec le code Siret et code service suivants :

Lots	Sites	Code service dépôt facture sous chorus-pro	SIRET
Lots 1 à 6	CCI Réunion	SG DIRECTION FINANCIERE	189 742 117 000 14

Le paiement se fera par virement bancaire d'après le RIB fourni par le candidat.

4.6. Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

4.7. Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-PI.

4.8. Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également valider la demande de paiement.

Article 5 – Pénalités

Les pénalités pour retard d'exécution sont encourues sans qu'une mise en demeure préalable ne soit nécessaire.

En cas de retard dans l'exécution des prestations juridiques prévues dans le bordereau de prix ou la lettre de mission, le titulaire du marché sera redevable d'une pénalité de retard calculée comme suit :

$$\text{Pénalité de retard} = \text{montant de la prestation concernée} \times \text{nombre de jours de retard} / 3000.$$

Les pénalités de retard sont plafonnées à 10 % du montant du marché.

Elles sont déduites du montant des sommes dues au titulaire du marché.

Le titulaire est exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000 € pour l'ensemble du marché.

Article 6 – Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-PI, tout titulaire (cotraitants inclus) doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Le titulaire doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'acheteur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

Article 7 – Résiliation du contrat

7.1. Conditions de résiliation de l'accord-cadre

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 36 à 42 du CCAG-PI.

7.2. Résiliation pour motif d'intérêt général

En cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

7.3. Résiliation pour faute

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-

12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Dans le cas de résiliation pour faute du titulaire nécessitant une mise en demeure, cette dernière doit être notifiée par écrit et assortie d'un délai ; à défaut d'indication de délai, le titulaire dispose d'un mois à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

7.4. Résiliation pour événements extérieurs au marché

7.4.1. Décès ou incapacité civile du titulaire

En cas de décès ou d'incapacité civile du titulaire, l'acheteur résilie le marché.

La résiliation prend effet à la date du décès ou de l'incapacité civile. Elle n'ouvre droit pour le titulaire ou ses ayants droit à aucune indemnité.

7.4.2. Cas de la sauvegarde, du redressement ou liquidation judiciaire du titulaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre.

En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

Article 8 – Confidentialité, protection des données à caractère personnel et mesures de sécurité

Le présent accord-cadre comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG – PI.

Dans le cadre du présent accord-cadre, le titulaire met en œuvre un traitement de données personnelles pour le compte de l'acheteur, pour que ce traitement réponde aux exigences de la réglementation et garantisse en particulier la protection des droits des personnes physiques identifiées ou identifiables.

Le titulaire devra fournir l'annexe RGPD au cahier des clauses administratives générales dûment complétée et signée.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG – Prestations intellectuelles.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité.

Article 9 – Règlement des litiges

En cas de différend relatif à l'interprétation, à l'exécution ou à la résiliation du présent marché, les parties s'engagent à tenter de résoudre leur litige à l'amiable avant toute saisine du juge.

À cet effet :

La partie la plus diligente notifie à l'autre, par écrit, l'objet du différend.

Les parties se réunissent dans un délai de 30 jours à compter de cette notification pour tenter de parvenir à un accord.

À défaut d'accord dans un délai de 30 jours suivant la réunion, chaque partie pourra saisir, à son choix, le médiateur des entreprises (articles L. 2197-3 et R. 2197-1 du code de la commande publique), ou le comité consultatif de règlement amiable des différends (articles L. 2197-4 et R. 2197-24 du code de la commande publique), selon les modalités prévues par les textes applicables.

Organe chargé des procédures de médiation :

Comité consultatif interrégional de Paris
Règlement amiable des litiges
27, rue Miollis-75015 PARIS
Tel : 01 44 42 63 43 Fax : 01 44 42 63 37

En cas d'échec constaté de ces démarches amiables, le litige pourra être porté devant le Tribunal Administratif de Saint Denis de la Réunion.

Tribunal administratif de Saint-Denis
27 rue Félix Guyon – CS 61107
97404 Saint-Denis Cédex.
Tel 02 62 92 43 61 – Fax 02 62 92 43 62

Voies et délais de recours :

Les recours contentieux ouverts aux candidats sont les suivants :

- Référé précontractuel avant la signature du contrat (articles L.551-1 à 12 du Code de Justice Administrative) ;
- Référé contractuel après la signature du contrat, dans les 31 jours qui suivent la publication de l'avis d'attribution du contrat, ou, à défaut d'un tel avis, dans les six mois qui suivent la date de conclusion de celui-ci (dans les conditions décrites aux articles L.551-13 à 23 du même code) ;
- Recours en contestation de la validité du contrat, dans un délai de 2 mois à compter de la publication de l'avis d'attribution ou à défaut de toute autre mesure de publicité concernant la conclusion du contrat.
- Excès de pouvoir contre acte détachable, dans les 2 mois à compter de la notification ou publication de la décision (CJA, art. R. 421-1).

Les recours peuvent être déposés sur <https://www.telerecours.fr/> ou adressés par courrier à :

Tribunal administratif de Saint-Denis
Secrétariat du greffe
27 rue Félix Guyon – CS 61107
97404 Saint-Denis Cédex.
Tel 02 62 92 43 61 – Fax 02 62 92 43 62

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

Article 10 – Dérogations

CCAP		CCAG
Article 5	Déroge	Article 14.1 – Pénalités de retard
Article 7.2– Résiliation pour motif d'intérêt général	Déroge	Article 40 – Résiliation pour motif d'intérêt général
Article 7.4.1– Décès ou incapacité civile du titulaire	Déroge	Article 37.1 – Décès ou incapacité civile du titulaire

Le

Mentions manuscrites « Lu et approuvé »
(parapher toutes les feuilles svp)

Cachet de du candidat et signature